

## **Vœu relatif à l'augmentation des frais d'inscription dans les Universités**

**Déposé par Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua, et les élu·e·s du Groupe Communiste-Front de Gauche**

Considérant l'universalité qui préside à la production et à la diffusion du savoir ;

Considérant l'importance pour l'émancipation humaine de permettre la diffusion la plus massive possible des savoirs produits par l'Humanité ;

Considérant les enjeux planétaires (réchauffement climatique, montée des intolérances, etc) qui, pour être résolus, devront être pleinement compris par le plus grand nombre ;

Considérant l'annonce du gouvernement visant à permettre l'augmentation massive des frais d'inscription pour les étudiant·e·s étranger·e·s hors Union européenne ;

Considérant que le gouvernement envisage ainsi que le coût d'une inscription en licence passe de 170 euros par an à 2 770 euros et celui du master de 243 à 3 770 euros ;

Considérant la marchandisation *de facto* du savoir que cette mesure introduirait, visant à aligner les frais d'inscription non plus sur un service public collectivement payé, mais sur un effet prix qui voudrait qu'une « marchandise » aurait une valeur d'usage corrélée à sa valeur d'échange ;

Considérant que cette mesure viendrait de fait couper de l'accès à l'enseignement supérieur, toute une partie des jeunes de pays en développement, ne sélectionnant que les jeunes de ces pays issus de familles très riches ;

Considérant le manque d'ambition de coopération internationale que cette mesure introduirait, et le manque d'ambition stratégique pour le développement de certains pays notamment des continents africain ou asiatique ;

Considérant le développement du potentiel intellectuel qui serait perdu pour des raisons financières de court terme ;

Considérant les difficultés de pouvoir d'achat révélé en grand en France par le mouvement social, difficultés qui concernent tous les pays dans le monde ;

Considérant les difficultés matérielles rencontrées par les étudiant·e·s les empêchant d'étudier dans de bonnes conditions, notamment à Paris où le coût de la vie éloigne d'ores-et-déjà de nombreux·ses étudiant·e·s ;

Considérant les forts taux d'échec des étudiant·e·s qui sont forcé·e·s à travailler pendant leurs études ;

Considérant que cette augmentation pourrait logiquement ouvrir la porte à une augmentation des frais d'inscription pour tou·te·s les étudiant·e·s ;

Considérant le rapport de la Cour des comptes piloté par un député LREM concluant en la nécessité d'augmenter les frais d'inscription pour tou·te·s les étudiant·e·s ;

**Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et les élu·e·s du Groupe Communiste-Front de Gauche, le Conseil de Paris émet le vœu que :**

- la Ville de Paris interpelle le gouvernement afin qu'il renonce à l'augmentation des frais d'inscription pour les étudiant·e·s étranger·e·s hors Union européenne ;
- la Ville de Paris interpelle le gouvernement afin qu'il garantisse la non-augmentation des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur.